

Le retrait de Bouteflika n'est pas à l'ordre du jour, malgré la révolte des Algériens

Algérie Passé le moment de panique, les autorités s'enfoncent dans le déni.

Éclairage Arezki Aït-Larbi
Correspondant à Alger

La riposte populaire est à la mesure de l'affront officiel. En briguant un cinquième mandat, Abdelaziz Bouteflika a déclenché une révolte. Âgé de 81 ans et très diminué physiquement depuis l'accident vasculaire cérébral qui l'a cloué sur un fauteuil roulant depuis 2013, il n'est plus que l'ombre de lui-même. Se sentant humiliés par ses partisans qui tirent les ficelles dans son ombre avec arrogance et mépris, les Algériens, notamment les jeunes, ont décidé de réagir.

D'abord limitées à quelques localités de province, les manifestations de colère se sont généralisées, vendredi 22 février, à l'ensemble du pays, pour dire "non au cinquième mandat", et pour rejeter "le système politique mis en place à l'indépendance en 1962". Un peu partout, des portraits géants du président Bouteflika ont été décrochés et piétinés. Alors que l'on redoutait des dérapages dans la violence, les cortèges se sont déroulés dans une ambiance bon enfant.

Malgré quelques coups de matraque et des jets de bombes lacrymogènes dans certains endroits, les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants sont restés limités. À Alger, on a même assisté à des scènes de fraternisation entre jeunes insurgés et policiers antiémeute. Le soir, des jeunes volontaires ont nettoyé les rues des traces de leur passage. Par leur civisme, ils ont dérouté les autorités, dont les techniques classiques de provocation sont devenues

caduques.

Des imams dociles

Vendredi, c'est également le jour de la grande prière hebdomadaire. Les imams étaient instruits par le ministère des Affaires religieuses de prêcher "l'obéissance aux gouvernants" telle que prescrite dans le Coran, et d'éviter la contestation. Des fidèles se sont révoltés et des accrochages ont eu lieu entre partisans et adversaires de Bouteflika.

Dans la diaspora, la contagion a déjà touché plusieurs pays. Comme à Paris, où des milliers d'Algériens se sont rassemblés, dimanche, place de la République, pour crier leur refus de la "déchéance nationale". Ou à Montréal et à Londres, où la communauté s'est rassemblée devant le consulat algérien pour conspuer les autorités.

Sur les réseaux sociaux, qui jouent le rôle de catalyseur, on célèbre avec fierté la dignité retrouvée. "J'ai quitté le pays par désespoir. Avec ce sursaut populaire, j'ai hâte de retrouver ma terre et les miens, et d'offrir mes compétences...", écrit un physicien exilé au Canada depuis près de vingt ans.

Lundi, les avocats d'Alger ont observé un sit-in à l'intérieur du palais de justice, alors que leurs confrères de Tizi Ouzou (100 kilomètres à l'est d'Alger) organisent une manifestation jeudi prochain.

Risque de dérapage

Mardi, c'est au tour des étudiants de la capitale et de plusieurs villes de province de descendre dans l'arène. D'abord inorganisé, le mouvement

commence à former un embryon de coordination pour donner un prolongement politique à la colère.

Passé le moment de panique, les officiels s'enfoncent dans le déni. Partis porter la bonne parole sur "la continuité avec Bouteflika pour assurer la stabilité", ils ont été chahutés par la foule et contraints d'écourter leurs harangues sous les huées. Comme

Abdelmalek Sellal, ancien Premier ministre et directeur de campagne de Bouteflika, humilié à Adrar, dans le sud algérien.

Plus diplomate, le Premier ministre Ahmed Ouyahia joue l'apaisement: "La Constitution garantit aux citoyens le droit de se rassembler pacifiquement et dans le cadre de la loi."

Mais il ne semble pas prendre la mesure de la gravité de la situation: "Chacun a droit de soutenir ou s'opposer à un candidat. Les urnes trancheront."

Le retrait de Bouteflika pour incapacité physique n'est donc pas à l'ordre du jour. Face à la détermination de la jeunesse en lutte, le sérail semble décidé à s'accrocher, fût-ce au prix d'un grave dérapage.

"Chacun a droit de soutenir ou de s'opposer à un candidat. Les urnes trancheront."

Ahmed Ouyahia
Premier ministre algérien